



Decide with Confidence

Communiqué de presse du 08.04.2009

Etude: Faillites d'entreprise et comportement de paiement 1^{er} trimestre 2009

Les entreprises sont de plus en plus mauvais payeurs et les faillites augmentent à une vitesse fulgurante – la crise touche les entreprises en Suisse plus fortement que prévu

- **Retard de paiement à 21,9 jours, contre seulement 14,8 jours l'année précédente**
- **Les faillites d'entreprises augmentent de 28 % au cours du 1^{er} trimestre 2009**
- **Au mois de mars: hausse record des faillites de 44 % par rapport à l'année précédente**
- **Le Tessin, une région en crise: leader négatif des faillites et du comportement de paiement**

Urdorf, le 8 avril 2009 – Quel est l'effet négatif de la crise financière et économique mondiale sur les entreprises en Suisse? Il est plus fort que prévu, c'est ce qui montre la dernière étude du cabinet de renseignements commerciaux Dun & Bradstreet (D&B) sur le comportement de paiement et les faillites d'entreprises. Depuis le début de cette année, non seulement le retard de paiement des entreprises a augmenté à une vitesse fulgurante, mais également le nombre de faillites. Au cours du premier trimestre, 1'192 entreprises ont dû fermer leurs portes pour toujours – c'est une hausse de plus de 28 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente. Les retards de paiement ont augmenté à la même vitesse. Entre-temps, les entreprises règlent leurs factures avec un retard de plus de 21,9 jours.

L'aggravation actuelle n'est pas surprenante. Car la baisse rapide de la qualité du comportement de paiement au cours des derniers mois, de 14,8 jours au premier trimestre 2008 à 21,9 aux premiers mois de cette année, prouve que de plus en plus d'entreprises ont des problèmes de liquidité. En plus, depuis septembre 2008, les faillites augmentent tous les mois d'un pourcentage supérieur à 10. Ce qui surprend en revanche, c'est la vitesse de l'évolution actuelle. Car depuis le début de l'année, la spirale négative tourne encore plus vite que l'année précédente. Rien qu'au mois de mars 2009, le nombre de faillites a augmenté de plus de 44 pour cent par rapport à l'année précédente. Une hausse d'une telle ampleur avait été constatée pour la dernière fois en 2002, après l'éclatement de la «bulle Dotcom» en septembre 2001. Les pronostics pour les prochains mois sont donc sombres. Dun & Bradstreet (D&B) prévoit pour le premier semestre 2009 2'300 faillites d'entreprise ou une hausse de 25 pour cent par rapport au premier semestre 2008.



Decide with Confidence

Communiqué de presse du 08.04.2009

L'effet domino

L'aggravation du comportement de paiement peut déclencher un véritable effet domino qui accélère encore plus la spirale négative: Lorsque les clients traînent à payer leurs factures, l'entreprise fournisseur rencontre souvent elle aussi des difficultés à s'acquitter dans les délais de ses obligations vis-à-vis de ces propres fournisseurs. Ainsi, l'entreprise suivante met à son tour ses fournisseurs en situation difficile à l'égard des paiements, à la suite de quoi ceux-ci non plus n'arrivent plus à régler leurs factures dans les délais.

Les cantons et branches concernés

Le Tessin compte parmi les cantons le plus fortement touchés. Au premier trimestre 2009, 108 entreprises ont déclaré faillite. Ce sont presque deux fois plus que l'année précédente et en même temps un nouveau record absolu. En effet, jusqu'à ce jour, en un seul trimestre, jamais autant d'entreprises tessinoises ont dû se présenter devant le juge des faillites qu'au cours des premiers trois mois de cette année. Une des raisons de ce record négatif est le fait qu'un nombre supérieur à la moyenne des entreprises domiciliées au Tessin sont actives dans le secteur de l'exportation et ressentent donc l'effondrement mondial de la demande de manière particulièrement forte. Une autre est le comportement de paiement, domaine où les entreprises tessinoises se distinguent par un deuxième record négatif avec un retard de paiement supérieur à 30 jours: dans aucun autre canton de la Suisse les entreprises ne règlent leurs factures de façon aussi peu ponctuelle qu'au Tessin.

Le cercle élargi des entreprises touchées incluent également celles des cantons de Soleure, Vaud, Valais et Zoug. Le canton du Valais se classe en deuxième position derrière le Tessin. Par rapport à l'année précédente, le nombre de faillites a augmenté de 73 pour cent au cours du premier trimestre 2009. Dans les cantons de Soleure, Vaud et Zoug, la hausse constatée au cours du 1^{er} trimestre de cette année reste, avec 38 à 50 pour cent, toujours élevée, mais néanmoins nettement plus faible.

Les entreprises des branches exposées à un concurrence intense ressentent tout particulièrement le recul des contrats et commandes: La concurrence et la guerre des prix s'enveniment encore en période de crise. Les commandes sont parfois acceptées à des prix qui ne couvrent même pas les coûts. Et ceci grève la substance propre de l'entreprise et qui devient ainsi encore un peu plus «décharnée». Les conséquences ne tardent pas à se remarquer: de nombreuses entreprises sont menacées de faillite. L'artisanat et les secteurs automobile et l'hôtellerie-restauration font partie des branches qui en sont concernées. Leader négatif des faillites au premier trimestre 2009 est le secteur automobile. Par rapport à l'année précédente, le nombre des faillites a augmenté de plus de 36 pour cent. Mais la crise se fait également ressentir dans l'artisanat ainsi que dans l'hôtellerie-restauration, où le nombre de faillites a également fortement augmenté au cours des premiers trois mois de cette année.



Decide with Confidence

Communiqué de presse du 08.04.2009

En forme pour affronter la crise? Le check-up pour les entreprises

«L'expérience nous a montré que les entreprises sont malheureusement nombreuses à ne veiller plus particulièrement aux risques les plus importants – à savoir les créances vis-à-vis de leurs clients – au moment d'une telle crise. Elles sont alors totalement prises au dépourvu si un client, toujours considéré comme bon client, tarde brusquement à régler ses factures et les met ainsi elles-mêmes en difficulté», explique Andreas Hungerbühler, Manager Marketing & Business Development chez D&B. Pour cette raison, D&B a mis au point un check-up gratuit qui permet aux entreprises de vérifier si elles sont préparées à la crise et où se trouvent leurs éventuels déficits. Ce check-up est gratuit et accessible à tout le monde sur le site Internet www.dnb-check.ch.



C'est avec plaisir que nous vous fournirons les informations demandées relatives aux **régions, cantons et branches** de votre choix. Il vous suffit d'envoyer un e-mail à sigrist@dnbswitzerland.ch ou d'appeler au **044 735 62 85**.

Contact presse

Dun & Bradstreet (Schweiz) AG
Corina Sigrist, marketing & communication
Grossmattstrasse 9, 8902 Urdorf
Tél. 044 735 62 85
Fax 044 735 61 10
E-mail sigrist@dnbswitzerland.ch
Internet www.dnbswitzerland.ch

Contact questions de fond

Dun & Bradstreet (Schweiz) AG
Bernhard Grisiger, analyste business
Grossmattstrasse 9, 8902 Urdorf
Tél. 079 829 41 84
E-mail grisiger@dnbswitzerland.ch
Internet www.dnbswitzerland.ch

Dun & Bradstreet (D&B)

D&B est la source d'informations leader en Suisse et au niveau mondial en matière d'informations économiques, de renseignements relatifs à la solvabilité et d'évaluation des entreprises. Les entreprises de tous les secteurs utilisent les données et les solutions de D&B pour vérifier la solvabilité, acquérir une nouvelle clientèle ainsi que dans le cadre de stratégies d'achat.

Les renseignements reposent sur la base de données D&B qui contient des informations sur plus de 500'000 entreprises suisses et plus de 140 millions d'entreprises dans le monde entier. L'appréciation de la solvabilité d'une entreprise porte également sur son comportement de paiement. D&B évalue chaque année rien qu'en Suisse près de 9 millions de factures.

Grâce au numéro D-U-N-S® introduit par D&B, le classement de toutes les informations relatives aux entreprises est sans équivoque. Le numéro D-U-N-S® est, entre autres, utilisé et recommandé par la Commission Européenne et l'ISO comme norme de référence, et il est utilisé en Suisse par de grandes entreprises et banques de renom pour l'identification de leurs clients et fournisseurs dans le cadre de la gestion des risques.